



Novelles NS

NSDAP/AO : PO Box 6414

Lincoln NE 68506 USA

www.nsdapao.org

#1159

01.06.2025 (136)

Hitler en guerre : Que s'est-il *réellement* passé ?

par A.V. Schaerffenberg

Partie 6

Chapitre 5 :

Poires à poudre tchèques et polonaises

Quatre journaux hostiles sont plus à craindre que mille baïonnettes.

Napoléon Bona-
parte

Le traité de Versailles, qui a mis fin à la Première Guerre mondiale, est souvent cité par les historiens comme étant à l'origine du prochain conflit mondial. Signé sous la contrainte par des hommes politiques allemands au cœur fragile, il n'était rien de moins que le pillage légalisé d'un peuple vaincu. Naturellement, les Alliés victorieux considéraient que leurs motifs d'entrer en guerre étaient purement défensifs, de sorte que l'ennemi prostré était seul coupable d'avoir provoqué les hostilités. Dans les salles de Versailles, on ne parle jamais de la politique de *revanche*

qui domine la France depuis son humiliation à Sedan en 1871, de la politique traditionnelle de l'Angleterre qui consiste à faire la guerre à la première puissance du continent, quelle qu'elle soit, pour assurer sa propre prédominance, et du désir de la Russie d'unir les peuples slaves sous le tsar en apparaissant comme leur sauveur en Serbie. Le seul "crime" de l'Allemagne avant la guerre avait été de devenir un concurrent industriel. C'est sa nouvelle richesse qui a motivé les entreprises qui ont conclu le traité de 1918, lorsqu'elles ont volé les champs de charbon de l'Allemagne, laissant son peuple geler et mourir de faim, et leur ont imposé des réparations si sévères qu'elles les condamnaient à un appauvrissement perpétuel. D'où la nécessité économique de rendre les Allemands seuls responsables de la "Grande Guerre".

Le traité de Versailles n'était rien de plus qu'un document formel rédigé pour couvrir le pillage d'un ennemi vaincu. Les criminels internationaux qui l'ont conçu ont aggravé leur méchanceté en rassemblant un continent européen fragmenté par la guerre et la révolution à partir des vestiges de l'Empire austro-hongrois et de l'Allemagne impériale. Dans leur avidité, leur vengeance et leur ignorance, les auteurs du traité ont réparti des régions entières peuplées de peuples sans lien entre eux et souvent antithétiques, dans de nouveaux États créés artificiellement. Des millions de Polonais, d'Allemands et de Hongrois se sont soudain retrouvés en Tchécoslovaquie, d'autres Allemands en Pologne et en Lituanie, des milliers de Polonais en Hongrie, des Hongrois en Roumanie, etc. Rien que dans les Sudètes, 2 800 000 Allemands ont été bloqués derrière la frontière tchèque, coupés de leur patrie et placés sous l'autorité d'un gouvernement étranger ouvertement hostile. Quelque 625 kilomètres carrés de territoire polonais occupés par plus d'un quart de million de Polonais ont été cédés à la Tchécoslovaquie. La Hongrie a perdu 7 500 kilomètres carrés de territoire et 775 000 de ses habitants, également sans leur consentement.

À titre de comparaison, si les États-Unis avaient perdu une guerre et avaient été contraints de céder, par exemple, Washington, le Montana ou l'Idaho, avec leurs populations américaines, au Canada, ou la Californie, le Texas et l'Arizona au Mexique, notre pays se serait trouvé dans une situation analogue à celle à laquelle l'Allemagne, la Pologne et la Hongrie ont été confrontées après la Première Guerre mondiale. Et chaque fois que les résidents allemands, polonais ou hongrois s'opposaient aux conditions souvent brutales qui leur étaient imposées, leurs protestations étaient "impitoyablement écrasées par le gouvernement pragois du président Benes" (Chant, 5). Comme l'a fait remarquer le général Leon DeGrelle, il était inévitable qu'un tel gâchis finisse par exploser en un nouveau conflit international, avec ou sans Hitler.

À partir de 1933, les Allemands des territoires coupés du Reich, où le Führer a

restauré la fierté nationale, aspirent à rejoindre leur patrie. Dans les Sudètes, la minorité allemande a voté à plus de 90 % pour le retour au Reich lors d'un plébiscite contrôlé par des observateurs internationaux. Lorsque, en mai 1938, le gouvernement tchèque refuse toujours de laisser les Sudètes retourner dans leur pays et mobilise ses forces armées, Hitler menace de faire appel à la Wehrmacht. Il est alors conscient de la détermination des Alliés à lui faire la guerre, d'une manière ou d'une autre, malgré tous ses efforts d'entente internationale. L'Allemagne n'est pas encore prête au combat, mais la France et l'Angleterre ne le sont pas non plus. Au rythme de leur réarmement, cependant, elles constitueront une menace militaire écrasante dans quelques années seulement. Par exemple, la RAF a dépensé plus en réarmement que toutes les forces armées allemandes réunies au cours des années 1930. Le Reich ne peut qu'espérer se défendre contre les Alliés avant qu'ils ne deviennent trop forts pour résister. En conséquence, le Führer informe ses commandants que si la question des Sudètes n'est pas résolue avant le 1er octobre, ils doivent lancer des opérations armées contre la Tchécoslovaquie.

Alors que l'Europe est au bord de la guerre, seul un homme doté de l'autorité personnelle et de l'habileté diplomatique de Benito Mussolini peut sauver la paix. Il convoque à la dernière minute une réunion d'urgence des quatre puissances à Munich. Parlant couramment l'anglais, le français et l'allemand, il fait comprendre à tous les délégués que la réunification des Sudètes avec leur patrie naturelle est le seul moyen d'éviter les hostilités, malgré l'agitation incessante de la presse internationale. Pendant ce temps, Edward Benes, le très médiatique dirigeant de la Tchécoslovaquie, est dépeint dans le monde entier par la presse, les films d'actualité et les émissions de radio comme la noble et pitoyable victime de la rapacité fasciste et de l'intimidation des Alliés. "Au même moment, observe l'historien Peter Gryner avec le recul de soixante-dix ans, le Dr Benes, président tchèque politiquement et moralement faible, qui n'avait pas d'appétit pour la guerre, a démissionné et s'est enfui en France avec 10 000 dollars [donnés par les Soviétiques] en poche (48).

Deux jours avant l'invasion de la Tchécoslovaquie par la Wehrmacht, le pacte de Munich est signé. Le Duce, qui a sauvé l'Europe du suicide, retourne à Rome pour un triomphe de héros bien mérité, et les Sudètes retournent dans leur Reich sans incident. Pendant ce temps, Churchill, se référant à lui-même et à ses compagnons de guerre dans le "Focus", grogne : "Nous avons subi une défaite totale et sans appel" (Innes, 13).

Mais les politiciens tchèques humiliés évacuent leurs frustrations sur d'autres peuples étrangers que le traité de Versailles laisse encore sous leur contrôle. Les Slovaques et les Ruthènes hongrois souffrent d'une oppression amère et font appel à Adolf Hitler pour obtenir le même type d'aide que celle qu'il a apportée aux

Sudètes. Lorsqu'il apprit par ailleurs de son SD que les Tchèques construisaient secrètement des bases aériennes pour les bombardiers soviétiques capables de frapper des cibles allemandes dans les 30 minutes suivant le décollage, il s'empara de la Tchécoslovaquie, la divisant en Bohême et en Moravie, noms sous lesquels ces pays étaient connus depuis des siècles avant le traité de Versailles. Un simple coup d'œil sur une carte de l'après-Première Guerre mondiale montre comment cet État synthétique s'est enfoncé dans le territoire allemand, tel un coup de poignard destiné à maintenir l'Allemagne perpétuellement paralysée.

La "Tchécoslovaquie" était une création artificielle de politiciens français et britanniques qui ne connaissaient rien de la région qu'ils prétendaient reconstituer. En fait, leur véritable objectif en façonnant la Tchécoslovaquie de toutes pièces était de maintenir l'Europe centrale dans une agitation constante (c'est-à-dire dans l'impuissance). Hitler a immédiatement démantelé cet artifice subversif et l'a reconstruit selon des lignes naturelles ; en d'autres termes, les populations ethniquement, linguistiquement et culturellement apparentées ont été autorisées à former leurs propres communautés. Il a rendu leur liberté aux Slovaques sous l'égide du monseigneur catholique Josef Tiso et a permis à la Hongrie de se réunir avec ses compatriotes séparés en Ruthénie. En décrivant la crise tchèque, les historiens traditionnels omettent presque toujours de reconnaître à Hitler la liberté qu'il a accordée à ces minorités non allemandes, y compris aux Polonais de Teschen, qui ont également été autorisés à retourner dans leur pays d'origine. L'accord qu'il a négocié avec Mussolini "a donné à la Pologne la frontière commune avec la Hongrie qu'elle souhaitait depuis des années" (Innes, 35). En avril de la même année, les pilotes polonais défilent en triomphe aux côtés des aviateurs de la Luftwaffe à Madrid lors de la conclusion victorieuse de la guerre civile espagnole. Tragiquement, cinq mois plus tard, ils voleront l'un contre l'autre.

Le premier succès diplomatique d'Hitler avait été un pacte de non-agression avec la Pologne en 1934, suivi au cours des années suivantes par des propositions secrètes d'alliance militaire pour protéger l'Europe contre les Soviétiques. En janvier, le ministre du Reich, le Dr Joseph Goebbels, a fait une impression personnelle et très favorable sur les dirigeants du gouvernement de Varsovie, et les deux pays se sont sensiblement rapprochés. Comme l'observe Watt, "la visite a été un succès" (325). L'année suivante, le maréchal Pilsudski accueille Hermann Goering, qui propose une alliance militaire contre la Russie. Après la défaite de la Russie, la Pologne se verrait attribuer l'ensemble de l'Ukraine. Une telle union germano-polonaise aurait créé une force commune trop puissante pour que les Alliés occidentaux ou l'URSS puissent s'y attaquer, tout en déjouant les plans de Churchill et de ses fauteurs de guerre.

La proposition de Goering constitue l'un des grands tournants de l'histoire mo-

derne. Si elle avait été acceptée, le cours des événements aurait été radicalement modifié et le colosse communiste renversé. En outre, l'Union soviétique était alors en plein désarroi politique et militaire, avec les purges paranoïaques de Staline à l'encontre des hauts responsables des forces armées et du politburo. Une invasion de l'Union soviétique par les forces allemandes et polonaises à la fin des années 1930 aurait eu beaucoup plus de chances de réussir que l'opération *Barbarossa* en 1941. À cette époque, l'Armée rouge était elle-même prête à attaquer l'Allemagne. Si Pilsudski avait accepté l'offre généreuse de Goering, la Pologne aurait pu devenir une puissance européenne réellement importante et éviter le terrible destin qui l'attendait. Au lieu de cela, le maréchal a continué à se livrer au jeu dangereux consistant à opposer les Allemands aux Russes, prétendant que son pays était déjà la puissance européenne, ignorant sa position précaire entre le Troisième Reich et l'Union soviétique. Au lieu de se ranger raisonnablement du côté d'un État contre l'autre, il a choisi de manipuler les deux, et son pays a été écrasé entre les deux.

Malgré cela, Hitler continue d'exprimer une admiration sincère pour Pilsudski et la Pologne modernisée, déclarant en mai 1935 devant le Reichstag : "Nous reconnaissons, avec la compréhension et l'amitié sincère de vrais nationalistes, que l'État polonais est le foyer d'un grand peuple conscient de son identité nationale." Le mois suivant, des représentants allemands et polonais entament des pourparlers qui aboutissent six mois plus tard à un accord commercial. Comme le souligne Watt, "ce traité était extrêmement important pour la Pologne dans la mesure où l'Allemagne était de loin le principal marché d'exportation de la Pologne. Dans le passé, l'Allemagne avait pu causer des dégâts considérables à l'économie polonaise en modifiant arbitrairement les droits de douane ou les quotas sur les importations en provenance de Pologne. Ce nouvel accord confère à la Pologne le statut de nation la plus favorisée et résout un certain nombre de différends économiques entre les deux nations" (327).

Ces relations exemplaires, ainsi que la menace croissante de la Russie soviétique, amènent progressivement les Polonais à reconsidérer l'alliance militaire proposée par Goering. Pour montrer ses intentions favorables au Reich, le gouvernement de Varsovie envoie des avions polonais voler avec la *légion Condor* en Espagne. Huit mois seulement avant le déclenchement de la guerre, Hitler déclare sincèrement à Josef Beck, lors de la visite du ministre polonais des Affaires étrangères à Berchtesgaden le 5 janvier 1939, que "l'Allemagne serait très intéressée par la poursuite de l'existence d'un État polonais fortement nationaliste, en raison de ce qui pourrait se passer en Russie ...". Indépendamment de cela, l'existence d'une armée polonaise forte allège considérablement le fardeau de l'Allemagne. Les divisions que la Pologne maintenait à sa frontière avec la Russie épargnaient à

l'Allemagne un fardeau militaire similaire" (Innes, 31).

Pendant ce temps, les instigateurs internationaux, profondément frustrés par la victoire de Mussolini pour la paix en Tchécoslovaquie, cherchent un autre point chaud pour relancer les hostilités. Ils le trouvent à Dantzig. Comme les Sudètes, la ville médiévale avait été coupée de sa mère allemande par les détestables bousilleurs de Versailles vingt ans plus tôt. Ses citoyens marqués par la guerre réclamaient également la réunification avec leur patrie, maintenant qu'elle était un fier État national-socialiste. Mais ils étaient reliés par le dispositif impossible à concevoir d'un mince couloir vers la frontière de la Prusse orientale. Environ un million et demi d'Allemands avaient été bloqués en Pologne par le traité de Versailles.

Pour résoudre ce dilemme à l'amiable, Hitler propose de financer la construction d'une autoroute et d'une voie ferrée reliant Dantzig. En échange d'un meilleur accès à l'ancienne ville allemande, ces constructions seraient taxées par les Polonais, qui exploiteraient également leur propre chemin de fer jusqu'à Dantzig, où tous leurs droits économiques seraient protégés et préservés. La Pologne s'apprête à réaliser un bénéfice substantiel et continu, sans compromettre sa souveraineté territoriale. "À l'heure actuelle", déclare-t-il à l'occasion du sixième anniversaire de la prise du pouvoir par les nationaux-socialistes, "il n'y a pratiquement aucune divergence d'opinion entre nos États amis et pacifiques quant à l'importance de cet instrument (le pacte germano-polonais de non-agression de 1934) [...]. L'année dernière, nous avons vu l'amitié entre l'Allemagne et la Pologne prouver sa valeur en tant que garantie de paix dans la vie politique de l'Europe" (Innes, 33) ; c'est-à-dire la contribution de la Pologne au règlement de la crise tchèque.

Les négociations concernant Dantzig se déroulent cordialement, sans urgence, à partir d'octobre 1938, et Hitler est confiant quant à leur issue mutuellement satisfaisante. Il est cependant désagréablement surpris lorsque Josef Beck rejette froidement son invitation à rejoindre le pacte anti-Comintern, onze jours seulement après Berchtesgaden, alors que les deux gouvernements s'orientent vers une telle alliance. Soutenue par la puissance militaire combinée du Troisième Reich, de l'Italie fasciste et du Japon impérial, la Pologne n'aurait plus eu à s'inquiéter des ambitions soviétiques à sa frontière russe. Lorsque l'ambassadeur allemand des affaires étrangères se rend à Varsovie pour célébrer le cinquième anniversaire du pacte de non-agression germano-polonais, les Polonais refusent toute mention de Dantzig et accueillent la délégation allemande avec une froide formalité.

En mars, le gouvernement de Varsovie met fin à toute discussion sur Dantzig en rejetant catégoriquement les propositions généreuses du Führer, grâce auxquelles les Polonais avaient beaucoup à gagner sur le plan économique et surtout mili-

taire. Par l'intermédiaire de son ambassadeur, il leur expose la situation : l'accord germano-polonais ne pouvait survivre sans que la Pologne ne montre "une attitude claire et antisoviétique". La Pologne doit comprendre qu'elle doit choisir entre l'Allemagne et la Russie" (Innes, 35). Le même mois, Beck, jusqu'alors amical, déclare à son collègue diplomate, le comte Szembek : "nous connaissons la limite exacte de nos propres intérêts [...] au-delà de cette limite, la Pologne ne peut qu'annoncer un *non possum* ("nous ne pouvons pas" ; plaider d'incapacité ; refus). C'est très simple : Nous nous battons ! La détermination de Beck aurait été un choc pour Hitler, qui comptait toujours sur la Pologne comme un allié vital contre le communisme soviétique, et il n'aurait pas pu deviner que le brusque changement d'attitude de la Pologne avait été provoqué par un diplomate étranger.

William C. Bullitt, l'agent confidentiel du président Roosevelt en Europe, était déjà un haut fonctionnaire de l'administration Wilson en 1919, lorsqu'il a préconisé la reconnaissance de l'Union soviétique par les États-Unis. Sa recommandation a été universellement rejetée par le Congrès, après que les enquêtes de ce dernier eurent révélé que l'URSS n'était rien d'autre qu'une tyrannie sanglante imposée au peuple russe par des gangsters juifs internationaux. Découragé par un tel verdict, il abandonne la politique, mais il est réintégré par le F.D.R. en tant que premier ambassadeur des États-Unis auprès des Soviétiques après la reconnaissance de l'URSS, la première action internationale de Roosevelt après son accession à la présidence. Le pro-communisme de haut niveau de Bullitt et son intolérance à l'égard du fascisme ont fait de lui l'un des outils les plus précieux des Juifs pour démanteler les relations normales entre les nations païennes.

Voyageant à travers l'Europe de l'Est, il utilise ses compétences diplomatiques naturelles et ses impressionnantes références en tant que représentant personnel du président pour impressionner les responsables polonais. Bullitt les exhorte à forcer les Allemands à s'emparer de Dantzig. La guerre est inévitable, mais d'ici là, la Grande-Bretagne et la France envahiront le Reich par l'ouest, avec le Führer pris au milieu. La Pologne doit obtenir le reste de l'Allemagne de l'Est dans le cadre de son accord. Tout ce que les Polonais avaient à faire, c'était de provoquer l'attaque d'Hitler, puis de le retenir juste assez longtemps pour que les Britanniques et les Français viennent à leur secours. Aveuglés par la cupidité et l'arrogance, les dirigeants naïfs de Varsovie ont joué l'existence de leur pays sur les assurances de politiciens étrangers pour qui la Pologne n'était rien d'autre qu'un expédient pour la guerre qu'ils étaient déterminés à fomenter quelque part, d'une manière ou d'une autre.

Après avoir semé les graines du conflit en Pologne, Bullitt se faufila en France, où il assura de la même manière aux responsables français que les États-Unis soutiendraient toute guerre menée contre l'Allemagne. Au bout d'un an, alors que

son pays est écrasé par la Wehrmacht, le premier ministre français, Edouard Deladier, lance son célèbre appel à l'Amérique, demandant les "nuages d'avions de guerre" promis par Bullitt. Une semaine plus tard, les Allemands entrent dans Paris.

Bullitt se rendit à Londres, où il rencontra le Premier ministre britannique. En 1941, peu avant de mourir d'un cancer et en pleine Seconde Guerre fratricide en Europe, Neville Chamberlain avoua que "l'Angleterre ne serait jamais entrée en guerre contre la Pologne sans l'insistance constante de Bullitt et des Juifs" (Forrestal, 178). Chamberlain n'était pas un ami du Reich, mais il voulait sincèrement éviter la guerre, du moins pour le moment, en gagnant du temps jusqu'à ce que les forces armées britanniques soient suffisamment développées pour défier la Wehrmacht. Il avait été trompé par Ian Colvin, un journaliste antiallemand virulent du *News Chronicle*. Colvin est responsable du changement, à lui seul, de la politique polonaise britannique en mentant au Premier ministre, le 29 mars, que le Führer était prêt à attaquer la Pologne à la première occasion, selon un plan préétabli. "Cependant, le plan d'urgence (le *cas blanc* d'Hitler) était maintenant activé en *raison de* la garantie britannique" de se battre pour la Pologne (Irving, *Goebbels*, f.293). Par cette tromperie, Colvin "fit pencher la balance vers la guerre".

Les "démocraties" occidentales ont clairement fait comprendre à Hitler qu'elles étaient déterminées à lui faire la guerre, mais il espère que celle-ci sera encore reportée le plus longtemps possible. Néanmoins, si les hostilités devaient avoir lieu, il préférerait qu'elles se déroulent selon ses propres conditions, lorsque l'Allemagne avait les meilleures chances de succès. Le réarmement des Alliés se poursuivant à grande vitesse, le temps joue contre lui. Par exemple, en 1939, l'année du début de la guerre, le gouvernement français dépensait plus que l'Allemagne en armements, tandis que son importante armée de l'air bénéficiait d'un financement plus important que la Luftwaffe de Hermann Goering. Selon le journaliste américain Douglas Brinkley, à partir de février 1934, Paris dépense un milliard de francs par an pour sa seule armée de l'air (68). Cinq ans plus tard, elle dispose de plus de 3 000 avions, soit un peu moins que la Luftwaffe, mais si l'on y ajoute les forces aériennes polonaises, néerlandaises et britanniques, les Allemands seront au moins trois fois plus nombreux dans les airs. Au total, les réserves de l'armée polonaise, néerlandaise, française et britannique s'élèvent à quelque dix millions d'hommes, soit cinq fois plus que les réserves allemandes. En mer, les Alliés disposent de vingt fois plus de navires de guerre que la Kriegsmarine.

Conscient de la menace imminente que représentait pour l'existence de son pays l'armement furieux des Alliés, Hitler continua à proposer des règlements équitables aux Polonais. Leur obstination était devenue insupportable, même pour les

Britanniques et les Français (qui avaient des doutes sur les promesses officieuses de Bullitt concernant l'aide militaire américaine), les 27 et 29 août - littéralement quelques jours avant le déclenchement de la guerre. Ils ont exhorté Varsovie à négocier avec Hitler, mais les Polonais ont catégoriquement refusé, se fiant aux assurances confidentielles de Bullitt. Le même mois, lorsque l'ambassadeur français suggère d'autoriser la présence de forces armées soviétiques sur le sol polonais pour défendre la Pologne, le maréchal Edward Rydz-Smigly, commandant en chef polonais, répond : "Avec les Allemands, nous risquerions de perdre notre liberté. Avec les Russes, nous perdrons notre âme" (Innes, 60). En cédant au chant des sirènes de Bullitt, ils perdraient les deux.

Quelques jours plus tard, le Führer cherche à éviter une crise en demandant la reprise des pourparlers directs avec le ministre polonais des Affaires étrangères. Il déclare à l'ambassadeur britannique, Sir Neville Henderson : "Dans ces circonstances, le gouvernement allemand est d'accord pour accepter l'offre du gouvernement britannique d'assurer l'envoi à Berlin d'un émissaire polonais doté des pleins pouvoirs. Ils comptent sur l'arrivée de cet émissaire le mercredi 30 août" (Innes, 82). Au lieu de cela, Beck fait attendre les Allemands pendant deux jours entiers sans leur donner de réponse, puis s'envole pour Londres, où il signe avec son collègue diplomate, le comte Edward Raczynski, un pacte d'assistance mutuelle avec le ministre britannique des Affaires étrangères, Lord Halifax. Cet accord garantissait l'intervention armée de l'Angleterre si la Pologne était attaquée "par tout ennemi étranger", bien que seule l'Allemagne ait été citée dans un protocole secret qui n'a été révélé qu'après la guerre.

Ce n'est qu'en lisant le lendemain dans les journaux le mépris affiché de Beck pour toute forme de négociation que le Führer comprit ce qui s'était passé. Cette rebuffade sans précédent du dirigeant élu d'un pays voisin, au beau milieu d'un appel à la paix, était une provocation délibérée, suivie immédiatement d'une mobilisation polonaise et de manœuvres militaires près de la frontière allemande, tout cela dans le but de dissuader Hitler d'attaquer. Six ans plus tard, dans son testament, il rappelle : "Trois jours avant le début de la guerre germano-polonaise, j'ai proposé à l'ambassadeur britannique à Berlin une solution au problème germano-polonais similaire à celle de la région de la Sarre, sous contrôle international. Cette offre ne peut être expliquée. Elle a été rejetée uniquement parce que les cercles responsables de la politique anglaise voulaient la guerre, en partie dans l'attente d'avantages commerciaux, en partie poussés par la propagande promue par la juiverie internationale".

Dès le mois de janvier précédent, alors que l'humeur des Polonais se dégrade contre l'Allemagne, Ribbentrop confie à ses collègues diplomates lors de leur retour à Berlin : "Désormais, nous n'avons plus qu'un seul choix d'action si nous

voulons échapper à l'encerclement territorial, c'est de nous entendre avec les Russes" (Innes, 33). Pour sa part, Hitler ne se laissera pas encercler par ses ennemis. Il doit les prendre à revers sur le plan diplomatique avant que la fusillade ne commence. Comme il le dit à Jacob Burckhardt, commissaire suisse de la Société des Nations à Dantzig, "Tout ce que j'entreprends est dirigé contre l'Union soviétique. Si l'Occident est trop stupide et aveugle pour le comprendre, je serai obligé de m'entendre avec les Russes". En conséquence, le 23 août, il choque le monde entier (y compris ses propres camarades du NSDAP, dont certains ont démissionné en signe de protestation) en concluant un pacte de non-agression avec l'Union soviétique. Il s'agit d'une décision radicale imposée par les démocraties occidentales qui l'obligent à empêcher le développement d'un second front en normalisant les relations avec la Russie.

Près de deux ans plus tard, alors que ses légions déferlaient sur l'URSS, il expliquait dans un discours au Reichstag : "Ce n'est donc qu'avec une extrême difficulté que je me suis résolu, en août 1939, à envoyer mon ministre des affaires étrangères à Moscou pour tenter de m'opposer à la politique britannique d'encerclement de l'Allemagne". Ce faisant, il a battu la France et l'Angleterre à leur propre jeu diplomatique. Toutes deux avaient ardemment courtisé Staline en vue d'une alliance contre le Troisième Reich, mais le maréchal préférait un traité momentané avec l'Allemagne, qui lui laisserait le temps vital d'achever son propre réarmement.

Selon le maréchal de l'Armée rouge Stepanis, "le pacte entre l'Union soviétique et l'Allemagne hitlérienne n'est que temporaire. Nous ne le laisserons pas durer très longtemps". Il est appuyé par le maréchal Vorsolov, qui déclare : "Les Allemands ne doivent pas se douter que nous nous préparons à les poignarder dans le dos pendant qu'ils sont occupés à combattre les Français, sinon ils pourraient changer leur plan général et nous attaquer". Rien de tout cela n'aurait surpris Hitler, qui écrivait dès la composition de *Mein Kampf* en 1925 : "Les dirigeants actuels de la Russie n'ont aucune idée de conclure honorablement une alliance, et encore moins d'en observer une" (vol. 2, chapitre XIV). Il concluait à juste titre : "L'Allemagne est aujourd'hui le prochain grand objectif de guerre du bolchevisme".

Lorsque la guerre avec l'Union soviétique a commencé, "Hitler semble avoir à peine devancé Staline", selon Russell H.S. Stolfi, professeur d'histoire à l'U.S. Naval Postgraduate School, à Monterey, en Californie. "Des preuves récemment publiées et des arguments particulièrement efficaces montrent que Staline a commencé à déployer massivement les forces soviétiques sur la frontière occidentale au début du mois de juin 1941. Ces preuves confirment que Staline avait l'intention d'utiliser les forces concentrées à l'ouest le plus rapidement possible, proba-

blement vers la mi-juillet 1941, en vue d'une Barbarossa soviétique. Les déclarations des prisonniers confirment également que les Soviétiques avaient l'intention d'attaquer l'Allemagne en 1941. Le déploiement extraordinaire des forces soviétiques sur la frontière occidentale s'explique le mieux comme un déploiement offensif en vue d'une attaque avec une mobilisation totale des forces extrêmement puissantes massées à cet effet" (Michaels, 21).

Horst Slesina, vétéran des premiers jours de l'opération *Barbarossa*, a été personnellement témoin des préparatifs soviétiques en vue de l'invasion de l'Europe. "Pour la première fois", se souvient-il des premiers jours de la campagne, "nous apprenons les détails de l'horrible menace que l'avancée de l'armée soviétique fait peser sur notre patrie et sur toute l'Europe. Le jeu diplomatique et militaire de l'Union soviétique - et les demandes éhontées de Staline et de Molotov - nous montrent que les dirigeants du Kremlin pensent que leur heure est venue. Les négociations avec l'Angleterre, l'avancée des forces soviétiques aux frontières de l'Allemagne, de la Finlande, de la Hongrie et de la Roumanie éliminent les derniers doutes sur les intentions soviétiques. Le bolchevisme est prêt à entamer la marche vers la révolution mondiale par une attaque contre l'Allemagne... Lorsque les premiers fantassins (allemands) sont arrivés à l'Est, ont été déchargés et ont avancé jusqu'à la frontière il y a quelque temps, nous avons vu arriver de gigantesques colonnes de Russes, qui ont construit leurs positions de plus en plus près de la frontière allemande ... Ils ont créé un réseau épais à la frontière allemande, derrière lequel des colonnes gigantesques et interminables ont exécuté l'une des mobilisations les plus massives de l'histoire de la guerre" (8-11).

Après la guerre, le major Koskov, commandant pour l'Armée rouge du 24^e régiment d'infanterie de la 44^e division d'infanterie, a admis que "les Russes auraient attaqué l'Allemagne de leur propre chef dans deux ou trois semaines au plus tard" (Johnson, 36). Alors que le Reich et la Russie sont encore en paix, Staline se vante devant les diplômés de l'Académie militaire de Frounzé, le 5 mai 1941 : "Nous pouvons commencer la guerre avec l'Allemagne dans les deux mois à venir. Maintenant que nous sommes forts, nous devons passer de la défense à l'attaque". Selon le traducteur russe du ministère américain de la Défense, Daniel Michaels, "les analystes russes estiment que les Allemands ont lancé leur attaque préventive deux ou quatre semaines avant l'action prévue par les Soviétiques" (20).

Mais pour l'heure, Hitler a besoin d'un arrangement, même impermanent, avec l'URSS afin d'éviter une guerre sur deux fronts et de maintenir l'ours russe à distance, même si ce n'est que temporairement. Il cherche également à piéger les Alliés occidentaux dans leur propre traité avec Varsovie, conclu le 25 août. Ce traité stipule que la Grande-Bretagne et la France déclareront la guerre à "quiconque" envahira la Pologne ; bien que l'Allemagne soit manifestement considérée comme

l'envahisseur potentiel, elle n'est pas citée nommément, du moins publiquement. Si l'Allemagne et la Russie envahissent la Pologne, les Alliés sont tenus, en vertu de leur propre traité, de déclarer la guerre aux deux pays incriminés, ce qu'il sait qu'ils ne pourront jamais faire.

Cependant, lorsque la guerre est arrivée en Pologne, les démocraties ont montré toute l'étendue de leur hypocrisie en déclarant sélectivement la guerre au Reich, mais se sont abstenues de faire une déclaration similaire à l'Union soviétique, dont les troupes ont pénétré sur le territoire polonais deux semaines plus tard. La perspective pour l'Angleterre et la France de devoir affronter à la fois l'Allemagne et la Russie est trop forte pour elles. S'ils ne se sont pas abstenus de déclarer la guerre à l'Allemagne, parce qu'ils étaient tenus par l'honneur d'agir de la même manière contre l'URSS, ils ont au moins exposé leur malhonnêteté originelle devant l'histoire.

Bien entendu, ils n'ont jamais eu l'intention de venir au secours de la Pologne, ce qui était de toute façon impossible. Les Polonais se sont battus avec courage et ténacité, convaincus que les Britanniques et les Français tiendraient leurs promesses et envahiraient l'Allemagne par l'ouest. C'est cette foi inébranlable en leurs alliés lointains qui a inspiré la défense polonaise de la capitale de la nation, même après qu'une telle résistance, aussi déterminée soit-elle, soit devenue aussi futile que tragique. Les "démocraties" occidentales ont trahi les Polonais, qu'elles considéraient cyniquement comme de la chair à canon pour leurs programmes antinazis. Leur véritable attitude a été exprimée par Winston Churchill après la capitulation de la Pologne, pays qu'il a publiquement présenté comme "le défenseur héroïque du droit et de la bonté contre les hordes nazies". Amer après la défaite des Polonais, il les a qualifiés avec mépris de "stupides Pollacks, qui ne savaient pas se battre". C'est tout le remerciement qu'ils ont reçu pour avoir fourni la guerre que Churchill et d'autres ont exigée et obtenue d'eux.


NS KAMPFRUF
KAMPFSCHRIFT DER NATIONALSOZIALISTISCHEN DEUTSCHEN ARBEITERPARTEI AUSLANDS- UND AUFRUAORGANISATION
September 1973 26. April 2017 (134)

Der Kampf geht weiter !

Sieging haben nach der Kapitulation der Wehrmacht am 8. Mai 1945 ist die nationalsozialistische Bewegung stärker als je zuvor in der Nachkriegszeit. Und zwar nicht nur in Deutschland, sondern auf globaler Ebene!
Aberkennung von Staatensouveränität, Völkervereinigung, Verfolgung und Verbanung haben nicht ausgereicht, die Kräfte der genocidal Neo-nazi half geführten Führer Adolf Hitler zu entzweien.

Alle Nationalsozialisten sind unsterblich
anführer Völkern und Rassenbewegungen stellen Schlichter ein Schlichter an Kampf um die Erlösung unserer rassen Völkern.
Die Bewegung ist zwar stärker geworden, aber die Größe des biologischen Volkstums ist heute noch viel größer als in der Vergangenheit.
Die vorerwähnte Gegen ist oben dabei, das Volkstum - gegen alle weissen Völkern (V) - zu begehren, keine Mittel und Eisenbahnen, Überlebende und Rassenbewegung.

Ob "Nazi" oder "Hitler", ob ein Weltkrieg oder ein "Brennender", ob ein Propagandamaterial herabfallen oder auf einen Volkstumbild anfallen. Alle diese Nationalsozialisten ist seine Pflicht!
Hail Hitler!
Gottard Lauth


TROTZ VERBOT NICHT TOT!


Novelles NS
www.nsdapao.org
#1605 18.06.2022 (133)
NSDAP/AO: PO Box 6414 - Lincoln NE 68506 - USA

**Rapport préliminaire
Entretien avec Molly**
Troisième partie

NSK : Vos projets actuels sont évidemment philosophiques et liés à l'art.
Veuillez décrire votre point de vue sur l'impact de ces sujets en politique.

Molly : J'essaie toujours de mettre à jour la galerie de photos, mais je me suis surtout concentrée sur Adolf Hitler et l'Armée de l'Humanité (www.mourningthescient.com/truth.htm). J'en suis à 21 pages maintenant, et j'ai encore beaucoup à faire. L'étude de la Seconde Guerre mondiale est un véritable champ de mines d'informations. Vous cherchez des informations sur une chose et vous trouvez deux autres choses et vous trouvez deux autres choses et vous étiez un archéologue, déterrera un passé enfoui. C'est un peu comme si vous étiez un archéologue, déterrera un passé enfoui. Un passé qu'ils préféreraient ne pas voir resurgir. Nous pouvons à nouveau




the NEW ORDER
Number 179 (133) Founded 1978 April 26, 2017 (134)

The Fight Goes On !

Seventy years after the capitulation of the Wehrmacht on May 8, 1945, the postwar National Socialist movement is stronger than ever not only in Germany, but throughout Europe.
Decades of mass murder, expulsion, persecution, and defilement have not sufficed to destroy the seed of the brilliant idea of our much loved Führer Adolf Hitler.
All National Socialists and other racially-aware Europeans and racial kinemen fight side by side for the preservation of our White folk.

The movement has indeed become stronger, but the danger of biological folk death is also much greater today than in the past.
The desperate enemy is in the process of committing genocide against all White folk. His means are neo-White immigration, culture distortion, and race-mixing.
Whether "Nazi" or "Hitler", whether in election battle or armed battle, whether armed with propaganda material or on a battlefield of a different kind, every National Socialist must do his duty!
Hail Hitler!
Gottard Lauth


TROTZ VERBOT NICHT TOT!

Le NSDAP/AO est le plus grand fournisseur Monde de la propagande national-socialiste !

Magazines imprimés et en ligne dans de nombreuses langues
Des centaines de livres dans près d'une douzaine de langues
Plus de 100 sites Web dans des dizaines de langues

SS Defender
against Bolshevism
by Reichführer SS Heinrich Himmler

**FOR-DENMARK!
MOD BOISHEVEMEN!**



Translated from the SS Original

Julius Streicher der Führer Hitlers Buch

**The Poisonous
Mushroom**



Translated from the Third Reich Original
Der Giftpilz

Reichlich Bekanntheit

**Hitler
in Italy**



English / German French / English

SS Viewpoint - Vol. 9
Wife and Family



Theodor Fritsch

**The Sins of
High Finance**



Luftwaffe War Art
Die Luftwaffe im Bild



English - German / French - English

BOOKS - Translated from the Third Reich Originals!
www.third-reich-books.com



NSDAP/AO

Fight Back!



nsdapao.org

Contact us to
find out how
YOU can help!